



Déclaration de Berne
Dichiarazione di Berna
Erklärung von Bern



JANVIER 2015

VERS UN DÉVELOPPEMENT

SOLIDAIRE 237

DE LA DÉNONCIATION À LA RÉGULATION

DOSSIER PUBLIC EYE

12 UN « LIFETIME AWARD » POUR FINIR EN BEAUTÉ **14** MATIÈRES PREMIÈRES : UNE LOI ALIBI **15** TÉMOIGNAGE **16** GROUPES RÉGIONAUX : LA DB A BESOIN DE VOUS !

SOMMAIRE

- 03 DOSSIER PUBLIC EYE**
UN DERNIER TOUR
ET PUIS S'EN VA
- 10 Quatre questions (rhétoriques)
à Andreas Missbach
- 12 Public Eye 2015 – Un « Lifetime
Award » pour finir en beauté
- 14 MATIÈRES PREMIÈRES**
La loi alibi du Conseil fédéral
- 15 TÉMOIGNAGE**
Pour que mes dernières volontés
soient claires
- 16 GROUPES RÉGIONAUX**
La DB a besoin de vous !

ÉDITORIAL

DE LA DÉNONCIATION À LA RÉGULATION

Depuis les années 1990, la puissance des multinationales n'a cessé de croître. Imaginez : des grands groupes mondiaux, comme le détaillant américain Walmart, génèrent aujourd'hui un chiffre d'affaires supérieur au PIB de certains pays dans lesquels ils opèrent. Ces multinationales tentaculaires bénéficient d'une influence comparable à celle des Etats, dont elles jouent habilement dans les anti-chambres du pouvoir.

Lorsqu'on s'attaque à leur image en dénonçant des pratiques d'affaires scandaleuses, certaines sociétés, comme Chevron ou Glencore, n'hésitent pas à menacer de représailles judiciaires et à employer différentes techniques pour intimider leurs adversaires. Cette riposte est facile, tant les moyens dont ces géants disposent sont illimités. En ce sens, les efforts des victimes et de leurs défenseurs pour lutter contre l'impunité des multinationales s'inscrivent dans un combat inégalitaire, presque perdu d'avance.

Malgré tout, le contexte politique a beaucoup évolué ces dernières années : après trente ans de réformes néo-libérales, il est à nouveau permis de parler de régulation. Pour le célèbre magazine britannique *The Economist*, trois forces ont conduit et conduiront encore à des changements significatifs, en matière de transparence notamment : les Etats, qui ont renforcé leurs exigences envers les entreprises suite à la crise financière de 2008 ; les journalistes d'investigation, désormais organisés en réseaux ; et les ONG, dont le travail gagne en sophistication.

Lancé en 2000 par la Déclaration de Berne, le Public Eye a contribué, à son échelle, à influencer les débats autour de la responsabilité des entreprises. Dès 2005, les prix de la honte ont attiré l'attention des médias sur des cas de violations des droits humains et d'atteintes à l'environnement commises par des multinationales. Cette stratégie de *naming and shaming* a permis de donner une voix aux victimes et de soutenir les campagnes menées par des organisations du monde entier.

Autrefois pionnier, ce travail ne suffit plus. Au-delà de la dénonciation, la DB et quelque cinquante ONG vont renforcer leur engagement à Berne pour pousser les autorités fédérales à établir des règles contraignantes afin de garantir que les sociétés suisses respectent les droits humains et l'environnement partout dans le monde. Un travail politique à long terme, pour lequel nous aurons besoin de votre soutien, et un jour peut-être, de votre voix.



Géraldine Viret, porte-parole de la DB

VERS UN DÉVELOPPEMENT SOLIDAIRE 237, janvier 2015, est édité par la Déclaration de Berne, avenue Charles-Dickens 4, CH-1006 Lausanne, tél. +41 (0)21 620 03 03, fax +41 (0)21 620 03 00, info@ladb.ch, www.ladb.ch ÉDITION Raphaël de Riedmatten COLLABORATION Géraldine Viret, Marc Guéniat, Chantal Sierro LECTORAT Christiane Droz, droz@citycable.ch GRAPHISME Naila Maiorana, www.fatformat.com IMPRESSION Groux arts graphiques SA, imprimé sur papier recyclé TIRAGE 8500 exemplaires PARUTION 6 x par an ISSN 1661-1357. Tous droits réservés. Reproduction avec l'accord préalable de l'éditeur.

COTISATION / ABONNEMENT 60 fr. par an. Pour faire un don CP 10-10813-5.

the
public eye
awards

*UN DERNIER
TOUR ET PUIS
S'EN VA*

Après quinze éditions, nous tirons le bilan final du Public Eye. L'occasion de nous replonger dans l'histoire de ce contre-sommet au Forum économique mondial de Davos, emblématique de l'évolution des stratégies de protestation du XXI^e siècle. Un voyage dans le temps en récit et en images.



Les origines

Nous sommes en janvier 2000, à Davos. Le climat est tendu dans la petite station grisonne, qui se prépare à accueillir la 30^e édition du Forum économique mondial (WEF), cette grand-messe néolibérale où les CEO de multinationales tentaculaires discutent business avec les dirigeants politiques derrière des portes closes. Moins de deux mois après les manifestations contestataires en marge du Sommet de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à Seattle, les autorités redoutent le grondement toujours plus fort de la société civile et ses mouvements de protestation. Le dispositif policier a été renforcé pour faire face à d'éventuels débordements¹. Du côté des organisateurs, on se prépare à recevoir le président des Etats-Unis, Bill Clinton, en grande pompe.

Pour marquer le changement de millénaire, le WEF a adopté une communication de rupture, positive évidemment et en phase avec cet avenir que les dirigeants économiques décrivent comme prospère: «New Beginnings: Making the Difference» (nouveaux départs: faire la différence)². Fraîchement débarquée

dans les montagnes grisonnes, la Déclaration de Berne propose une interprétation à contre-pied de ce «motto». En collaboration avec Pro Natura, elle inaugure un sommet critique visant à dénoncer le manque de transparence et de légitimité démocratique du WEF, auquel cinq représentants de la société civile seulement ont été conviés³.

Il faut dire que cette rencontre annuelle «des puissants de ce monde» n'a plus grand-chose à voir avec le «European Management Forum» fondé par Klaus Schwab en 1971. Depuis de nombreuses années, les grands patrons ne se contentent plus de s'entretenir sur la conduite des affaires, mais y traitent aussi de questions relevant de la politique commerciale avec des chefs d'Etat livrés tout cuits par hélicoptère. L'accord de libre-échange nord-américain NAFTA, par exemple, ou encore le Cycle d'Uruguay du GATT – aujourd'hui devenu l'OMC – auraient été discutés en douce dans les salons feutrés du Forum de Davos⁴. Et alors que le WEF devient «un moteur du processus de mondialisation»⁵, les victimes anonymes de cette nouvelle donne économique et leurs défenseurs sont tenus à l'écart des discussions.

L'œil public sur Davos

En créant le Public Eye on Davos, la Déclaration de Berne et ses partenaires ont choisi «le dialogue plutôt que les manifestations»⁶. Mais il s'agit d'un dialogue très engagé, marqué par l'indignation et les idées de ceux qui veulent se battre «pour un monde plus juste». La DB appelle à davantage de transparence dans les débats, auxquels les représentants de la société civile doivent également avoir accès. Elle demande en outre que soient abordées les conséquences néfastes pour les êtres humains et l'environnement du modèle néolibéral. Lancé en janvier 2000 par cette question: «Who rules the world?» («Qui dirige le monde?»), le Public Eye donne un nouveau visage, une autre voix, aux mouvements critiques à l'encontre de la mondialisation.

La recette

Organisé à proximité du Centre des congrès, le Public Eye des premières années est une conférence internationale de plusieurs jours proposant différents panels de discussion. En raison de la forte présence policière déployée pour le WEF, peu de personnes parviennent



◀ *L'action spectaculaire sur le pont du Sunniberg pour interpellier les participants au WEF de 2009.*

© Greenpeace

▶ *En 2013, la journaliste et militante grecque Eurydice Bersi fait le «laudatio» de la Banque américaine Goldman Sachs, nommée cette année pour le «Lifetime Award».*

© Flurin Bertschinger

▼ *Le 28 janvier 2000, la DB et ses partenaires annoncent la couleur et demandent plus de transparence dans les débats du WEF.*

© Arno Balzarini / Keystone

à y assister, car les critères pour circuler dans les environs de Davos durant le forum sont arbitraires. Des cheveux sensiblement trop longs peuvent suffire à vous faire évacuer du périmètre manu militari! En 2001, un représentant d'une ONG néerlandaise invité à prendre la parole au contre-sommet en fera d'ailleurs la sombre expérience. Détenu à Landquart, il sera finalement réexpédié aux Pays-Bas, sans passer par «la case Public Eye»! Des membres de la DB seront, quant à eux, renvoyés à Zurich sous menace d'arrestation⁷.

Les journalistes présents en nombre à Davos – près de 650 en 2000⁸ – sont à peine mieux traités que les militants.

¹ *Le Matin*, 12.1.2000.

² *NZZ*, 19.1.2000.

³ *Le Matin*, 12.1.2000.

⁴ Exemples cités par Andrea Durbin, de l'ONG Friend of the Earth, *SonntagsZeitung*, 30.1.2000.

⁵ Jolanda Piniel de la Déclaration de Berne, citée par le *Tages-Anzeiger*, 12.1.2000.

⁶ *Le Temps*, 27.1.2000.

⁷ *Tribune de Genève*, 29.10.2001.

⁸ *Le Temps*, 19.1.2000.







▲ *Eveline Widmer-Schlumpf, alors présidente du Conseil d'Etat du canton des Grisons, lors de la remise du premier Public Eye Award, en 2005.*

© Marion Nitsch

◀ *Lors de l'édition de 2012, le célèbre Prix Nobel d'économie, Joseph E. Stiglitz évoque le rôle des grandes entreprises dans la crise économique actuelle.*

© Heike Grasser

Pour la plupart exclus de la manifestation officielle, ils couvrent avec enthousiasme les premières éditions du Public Eye. Celles-ci réunissent des personnalités d'envergure, actuelles ou futures figures de proue de la défense des droits fondamentaux. On citera notamment Mary Robinson, bientôt haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (1997-2002) ou encore le professeur John Ruggie, qui deviendra, en 2005, le représentant spécial pour les droits de l'homme, les sociétés transnationales et autres entreprises. Ses travaux, achevés en 2011, marqueront une étape importante dans la reconnaissance d'une responsabilité conjointe des Etats et des entreprises en matière de respect des droits humains. Dans le public également, on distingue des têtes connues. Parmi les personnalités politiques présentes en 2005: l'actuelle conseillère fédérale Eveline Widmer-Schlumpf, à cette époque présidente du Conseil d'Etat du canton des Grisons.

New York, New York

En 2002, le Public Eye colle aux basques du WEF, qui a choisi de s'exporter dans la Grosse Pomme. Officiellement,

il s'agit de rendre hommage aux victimes du 11 septembre; officieusement, il y a fort à parier que l'idée d'échapper aux mouvements de protestation dans la station grisonne n'est pas pour déplaire aux organisateurs. Détail piquant, ce n'est pas au WEF, mais bien au Public Eye on Davos – en l'occurrence on New York – que le président de la Confédération, Kaspar Villiger, accorde sa première allocution⁹. Dix minutes durant lesquelles il salue la démarche des ONG à l'origine de cette conférence, à laquelle plusieurs centaines de personnes participent au rythme de la ville qui ne dort jamais. «Votre organisation s'engage contre la mondialisation de manière critique mais constructive, et tout en refusant clairement le recours à la force. C'est quelque chose que je prends au sérieux.»¹⁰ Quelques heures plus tard, à l'occasion de la cérémonie d'ouverture du Forum mondial, son discours ne différera pas fondamentalement, en substance, de celui prononcé au contre-sommet. Il appellera notamment les représentants du monde économique

⁹ *Tages-Anzeiger*, 1.2.2002.

¹⁰ *Tages-Anzeiger*, 1.2.2002.



▲ **Le rappeur Stress et l'ancienne Miss Suisse Mélanie Winiger mettent leur notoriété au service du Public Eye en 2008.**

© Ursula Meisser

▲ **La syndicaliste Kalpona Akter, du Bangladesh Center for Workers Solidarity, dresse le portrait du géant de l'industrie textile Gap, qui reçoit le Prix du jury en 2014.**

© Flurin Bertschinger

▲ **Le 28 avril 2010, le rappeur bernois Greis et l'actrice allemande Julia Jentsch remettent le Prix de la honte à Roche.** © Christian Flierl

▶ **Le militant nigérien Almoustapha Alhacen, lors de la cérémonie de remise des Public Eye Awards en 2008.** © Marion Nitsch

à «prendre leurs responsabilités et à prévenir les conséquences négatives de la mondialisation»¹¹.

Alors que des manifestations sont organisées dans Central Park et que plusieurs représentants d'ONG pénètrent avec plus ou moins de conviction «dans l'ancre des loups», la Déclaration de Berne et ses partenaires tiennent conférence près du siège des Nations Unies, au bord de l'East River. Cette proximité est évidemment symbolique, l'ONU étant le «pôle opposé de ce WEF qui soutient la privatisation de la politique mondiale»¹². Au centre de ces trois jours de débat: les conséquences humaines et environnementales de la mondialisation des affaires, du libre-échange et de la crise de la dette dans les pays en développement.

Les Prix de la honte

Face à la concurrence subversive du Public Eye et aux critiques toujours plus fortes émanant de la société civile, les responsables du WEF se sentent contraints de répondre aux exigences de transparence en ouvrant les portes de leur «rencontre au sommet» à d'autres

acteurs. L'Open Forum est inauguré en janvier 2003. Autre changement significatif dans le paysage: l'importance prise par le Forum social mondial qui, depuis sa première édition à Porto Alegre, au Brésil, a gagné en légitimité et s'est imposé comme l'alternative sociale au WEF. Dans cette nouvelle constellation, le Public Eye est mûr pour un changement de cible, et de peau. Les Prix de la honte, les fameux Public Eye Awards, ont été créés en 2005 pour attirer l'attention des médias suisses et étrangers sur des cas solidement documentés de violations des droits humains et d'atteintes à l'environnement par des multinationales, dont l'influence n'a cessé de croître depuis les années 1990. Le but évidemment: mettre les firmes impliquées sous la pression de l'attention publique et donner enfin une voix aux victimes de leurs pratiques commerciales irresponsables.

Avec l'avènement du web 2.0, on accorde aussi aux internautes le dernier mot dans le choix des lauréats. Au total, «ces prix dont personne ne veut»¹³ sanctionneront vingt-trois entreprises, parmi les quelque trois cents nominations déposées par des



organisations du monde entier. Dans la «galerie des horreurs» des Public Eye Awards figurent des grands noms : Walt Disney (2006), Novartis (2007), Areva (2008), Roche (2010) ou encore Vale (2012). Si puissantes soient-elles – ou justement parce qu’elles le sont trop – aucune de ces sociétés n’enverra jamais de représentant chercher son prix ou s’expliquer à Davos. Certaines l’accepteront ultérieurement « en main propre », souvent sous la pression des médias.

Une touche de glamour

Avec ce nouveau concept, la DB n’hésite pas à mettre une touche de glamour pour critiquer ce monde de brutes, invitant des personnalités d’horizons différents à animer sa cérémonie de remise des prix et à soutenir, par leur présence, ses revendications. L’humoriste allemand Patrick Frey, le rappeur Stress et l’ancienne Miss Suisse Mélanie Winiger ou encore le chanteur de feu Sens Unik, Carlos Leal, décoiffant. Chaque année,

¹¹ *Tages-Anzeiger*, 1.2.2002.

¹² *Tages-Anzeiger*, 1.2.2002.

¹³ *Tages-Anzeiger*, 22.11.2014.





◀ *En 2003, les militants de la DB manifestent contre la privatisation des services publics. © Marion Nitsch*

le Public Eye accueille des orateurs de renom, à l'image du Prix Nobel d'économie Joseph E. Stiglitz, mais aussi et, surtout, des représentants des victimes de violations des droits humains commises par des multinationales. En 2008, par exemple, le Nigérien Almoustapha Alhacen affronte le froid davosien pour témoigner des méfaits d'Areva.

Et de l'action bien sûr !

Pour un maximum d'effet, le Public Eye combine des campagnes en ligne créatives et percutantes à des actions « offline » provocatrices, voire impressionnantes.

QUATRE QUESTIONS (RHÉTORIQUES) À ANDREAS MISSBACH

Responsable du département matières premières, commerce et finance de la DB. Bientôt treize Public Eye au compteur !



Tu dis que le WEF a perdu de sa pertinence. N'est-ce pas une manière un peu cavalière de rompre ?

Pas du tout. Regarde comme le WEF s'est développé. Au début, c'était le symbole de la mondialisation néolibérale. Un petit monde fermé sur lui-même. Lorsque les ONG ont enfin eu accès au forum, on s'est rendu compte qu'il n'intéressait personne. Les gens donnaient des conférences dans des salles pratiquement vides. Avec l'ouverture à un public plus large, c'est toute la symbolique de l'événement qui a changé. Aujourd'hui, le WEF n'est plus qu'une occasion parmi d'autres, pour les top managers, de « réseauter ». Peux-tu me citer une idée récente issue du WEF qui aurait été mise en œuvre ?

Pas vraiment. Et toi, peux-tu me citer quelques « success stories » auquel le Public Eye a contribué ?

Le Public Eye est une mesure dans une campagne menée par d'autres organisations. Dans certains cas, il a permis d'attirer l'attention des médias dans des contextes très fermés. Le Prix de la honte décerné en 2012 à Samsung pour l'utilisation de substances toxiques dans ses usines a soulevé une vague d'indignation en Corée du Sud, un pays où la puissance économique du fabricant est telle qu'on l'appelle la « République de Samsung ». Autre exemple : la Banque britannique Barclays, qui a gagné le Prix du jury en 2012 pour ses activités spéculatives sur les denrées alimentaires. Une année plus tard, elle a annoncé renoncer à ces pratiques, notamment à cause du risque de réputation. Le cas de la firme suisse Repower est aussi intéressant. Cette entreprise a été nommée en 2013 pour son projet controversé de centrale à charbon en Italie. La couverture médiatique

◀ *Andreas Missbach, lors du symposium annuel de la coalition « Droit sans frontières », le 16 septembre 2014 à Berne. © Martin Bichsel*

Avec son nouveau partenaire Greenpeace, la DB n'hésite pas à viser très haut. En 2009, une immense banderole est suspendue au-dessus du pont de Sunniberg, une action vertigineuse pour demander au président Barack Obama de réguler les multinationales.

« Tschüss zäme »

Après quinze éditions, dix remises de prix et de nombreuses conférences, la DB tire le bilan final du Public Eye en décernant à une entreprise un Prix de la honte superlatif pour dénoncer les pratiques d'affaires les plus irrespon-

sables (*lire page 8*). La cérémonie de clôture, qui aura lieu le 23 janvier prochain, réunira à Davos des invités de marque, à l'image des légendaires Yes Men, les superstars américaines d'un groupe de protestation mondial. Ce grand final ne se fera pas sans dire adieu aux représentants de cette « grand-messe du capitalisme sauvage » que notre œil a si longtemps scrutée. Alors que, en 2000, le Public Eye donnait la parole au fondateur du WEF, Klaus Schwab, nous accueillerons, cette année, son directeur exécutif Adrian Monck. La boucle ainsi bou-

clée, nous pourrions voler vers de nouveaux défis et de nouvelles aventures sous la Coupole fédérale (*lire l'interview ci-dessous*). Public Eye, mon amour: « un dernier tour et puis s'en va », sans regret. ■

Géraldine Viret

autour de cette nomination a contribué à faire accepter de justesse une initiative populaire lancée par les opposants au projet dans le canton des Grisons.

Alors, pourquoi arrêter les Public Eye Awards?

Les stratégies de *naming and shaming* à la base des Prix de la honte ont permis d'interpeller les multinationales en les attaquant sur un élément précieux, leur image, mais le contexte a évolué depuis la crise financière de 2008. En 2011, l'adoption des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme de l'ONU, élaborés par le représentant spécial John Ruggie, a permis d'établir un cadre de référence basé sur trois piliers: l'obligation pour les Etats de garantir la protection contre les violations des droits humains commises par des entreprises; la responsabilité des entreprises de respecter les droits humains; la nécessité pour les victimes de pouvoir obtenir réparation. C'est ce chemin tracé par Ruggie que nous suivons aujourd'hui dans notre travail sur les multinationales. En Suisse, le cadre juridique dans lequel les grands groupes évoluent est insuffisant. Nous voulons changer cette situation. C'était d'ailleurs écrit: avant son mandat de représentant spécial, John Ruggie avait été l'invité du Public Eye en 2004!

Direction Berne, donc?

Oui, il est désormais possible et essentiel d'adresser nos revendications dans l'arène politique. C'est pourquoi nous avons décidé de concentrer nos efforts au sein de la coalition « Droit sans frontières », qui réunit plus de cinquante organisations suisses. En 2012, une pétition signée par plus de 135 000 personnes a permis de thématiser la question de la responsabilité des multinationales à l'échelle politique suisse. La coalition examine, maintenant, la possibilité de lancer une initiative populaire visant à établir des règles contraignantes pour garantir que les sociétés suisses respectent les droits humains et l'environnement partout dans le monde. La question de l'accès à la justice pour les victimes est également un enjeu majeur. La décision finale sera prise en janvier.

Propos recueillis par Géraldine Viret



▲ John Ruggie était l'invité du Public Eye en 2004.

© Marion Nitsch



UN « LIFETIME AWARD » POUR FINIR EN BEAUTÉ

Après quinze éditions, la Déclaration de Berne et son partenaire Greenpeace sonnent le glas du Public Eye, en décernant un « Lifetime Award » pour dénoncer les pratiques d'affaires les plus irresponsables. En lice pour recevoir ce prix superlatif figurent six entreprises tristement célèbres sélectionnées par un jury d'experts parmi toutes les sociétés lauréates des Public Eye Awards. Il sera remis le 23 janvier 2015, à l'occasion d'une ultime conférence organisée en marge du Forum économique mondial, à Davos. Bonne nouvelle : c'est vous qui décidez, jusqu'au 22 janvier sur www.publiceye.ch

WALMART

Nom : Walmart Stores Inc.
Siège : Bentonville, USA
Secteur : commerce de détail
Chiffre d'affaires : 469 mia \$
Bénéfice net : 16 mia \$
Nombre d'employés : 2,2 mio

DOW CHEMICAL

Nom : The Dow Chemical Company
Siège : Midland, USA
Secteur : chimie
Chiffre d'affaires : 57 mia \$
Bénéfice net : 4,8 mia \$
Nombre d'employés : 52 800

CHEVRON

Nom : Chevron Corporation
Siège : San Ramon, USA
Secteur : pétrole et gaz
Chiffre d'affaires : 220 mia \$
Bénéfice net : 21 mia \$
Nombre d'employés : 64 600

GLENCORE

Nom : Glencore plc
Siège : Baar, Suisse
Secteur : extraction et négoce
de matières premières
Chiffre d'affaires : 232 mia \$
Bénéfice net : 7,2 mia \$
Nombre d'employés : 190 000

GOLDMAN SACHS

Nom : The Goldman Sachs Group Inc.
Siège : New York, USA
Secteur : banque, services financiers
Chiffre d'affaires : 34,2 mia \$
Bénéfice net : 8 mia \$
Nombre d'employés : 32 900

GAZPROM

Nom : Open Joint Stock Company Gazprom
Siège : Moscou, Russie
Secteur : pétrole et gaz
Chiffre d'affaires : 160 mia \$
Bénéfice net : 35,5 mia \$
Nombre d'employés : 393 000

LE CAS

CE QUI S'EST PASSÉ DEPUIS

POURQUOI UN « LIFETIME AWARD » ?

En 2005, Walmart a reçu le Prix du jury dans la catégorie « Droits du travail » pour son mépris des droits humains et du travail sur sa chaîne d'approvisionnement. Heures supplémentaires excessives, salaires au-dessous du minimum vital, sécurité lacunaire, pression sur les syndicats, violences physiques et harcèlement : les problèmes des fournisseurs du plus grand détaillant du monde sont connus.

Les cas de violation des droits du travail sur la chaîne d'approvisionnement de Walmart n'ont pas seulement lieu au Kenya ou en Thaïlande. Ils sont largement répandus dans d'autres pays et concernent tous les secteurs industriels. Walmart faisait produire des vêtements au Rana Plaza, ce bâtiment tristement célèbre depuis son effondrement, le 24 avril 2013, qui a coûté la vie à 1138 personnes.

Walmart refuse de prendre ses responsabilités, que ce soit en faveur de ses employés aux Etats-Unis ou des personnes qui travaillent pour ses fournisseurs dans d'autres pays. Par sa politique de prix bas et ses salaires dérisoires, l'entreprise méprise ceux qui contribuent à son succès. Le contraste avec les bénéfices réalisés par le détaillant américain est indécent.

En 2005, Dow Chemical a reçu le Prix du jury dans la catégorie « Droits humains » pour l'énergie consacrée à fuir ses responsabilités dans la catastrophe de Bhopal. En 1984, une explosion de gaz dans une usine de la société Union Carbide, rachetée en 2001 par Dow Chemical, avait tué sur le coup 8000 personnes. Plus de 25 000 personnes sont décédées à la suite de la tragédie.

Dow Chemical s'obstine à prétendre qu'elle n'a rien à voir avec la catastrophe de Bhopal, bien qu'une procédure pour homicide par négligence ait été engagée contre sa filiale Union Carbide. L'entreprise nie toute responsabilité concernant les dommages à long terme sur la santé, alors que plus de 120 000 personnes souffrent de maladies chroniques.

Trente ans après la tragédie, Dow Chemical continue de refuser cet héritage poison. L'entreprise nie toute responsabilité pour les activités de sa filiale et ne veut pas accorder réparation aux victimes. En rachetant Union Carbide, Dow Chemical a des obligations. Il est temps que la société mère assume ses responsabilités.

En 2006, Chevron a reçu le Prix du jury dans la catégorie « Environnement » pour avoir pollué de grandes surfaces de forêts vierges, jusque-là préservées, dans le nord de l'Equateur. En 2001, le groupe américain a racheté l'entreprise Texaco, qui a dégradé l'environnement pendant près de trente ans. En cause : le rejet de plus de 68 milliards de litres d'eaux usées toxiques, la fuite de 64 millions de litres de pétrole brut, l'évacuation de déchets contaminés et le brûlage de gaz.

La plainte collective déposée aux Etats-Unis en 1993 a été rejetée, au motif qu'il incombait à la justice équatorienne de se prononcer. Une nouvelle plainte a été déposée en Equateur au nom des 30 000 victimes. En 2013, la plus haute instance équatorienne a condamné Chevron à payer 9,5 milliards de dollars de dommages et de frais d'assainissement. L'entreprise n'a pas accepté le jugement, qu'elle considère illégitime.

A l'heure actuelle, l'entreprise refuse d'assumer ses responsabilités pour l'une des pires catastrophes environnementales jamais survenues. La population locale continue de souffrir des conséquences de la pollution causée sur leur territoire. Ce cas montre que les multinationales comme Chevron mettent également en péril le droit de tous les êtres humains à obtenir réparation lorsque leurs droits fondamentaux ont été bafoués par des entreprises.

En 2008, Glencore a reçu le Prix du jury pour ses pratiques irresponsables et opaques en Colombie. L'entreprise détient des parts dans des mines de charbon vivement critiquées en raison des atteintes massives à l'environnement et à la santé de la population. Outre son manque de transparence, l'attitude hostile de Glencore à l'encontre des syndicats est aussi mise en cause.

En raison de son introduction en Bourse en 2011, cette société, jusque-là très discrète, a été contrainte de se montrer plus transparente. Si Glencore a beaucoup investi dans les relations publiques, les changements sur le papier ne se sont pas véritablement traduits par des mesures qui respectent les besoins des communautés locales.

Glencore ne fait pas assez d'efforts pour prévenir les conséquences négatives de ses activités pour les êtres humains et l'environnement. En Argentine, une compagnie minière appartenant à 50 % au géant suisse est poursuivie pour pollution. En Zambie, sa filiale, Mopani Copper Mines, s'est arrangée pour ne pas devoir payer d'impôts sur les bénéfices.

En 2013, Goldman Sachs a reçu le Prix du jury pour sa responsabilité dans la crise financière. Entre 1998 et 2009, la banque a contribué à élaborer des astuces comptables pour dissimuler la moitié du déficit public de la Grèce. Puis elle a misé sur la chute des obligations de l'Etat grec. Lorsque la situation financière réelle du pays a été révélée, la Grèce était en faillite. Goldman Sachs, en revanche, s'est enrichie.

En Europe, la crise financière et économique a précipité des millions de personnes dans la pauvreté ; elle a affaibli des gouvernements démocratiques et accentué les inégalités de façon dramatique. Pendant ce temps et en dépit de la crise, Goldman Sachs a réalisé des profits colossaux, tout en parvenant à éviter toute procédure juridique sérieuse à son encontre.

Surnommée « le vampire des abysses », Goldman Sachs a dégagé des profits mirobolants d'une crise financière qu'elle a largement contribué à provoquer. La banque a également été accusée de délit d'initié et de faire grimper les prix des matières premières, par ses opérations spéculatives. Ce cas illustre les dérives de la finance internationale et leur impact sur l'économie mondiale.

Gazprom a reçu le Prix du public en 2014 en raison de ses projets de forage pétrolier dans l'Arctique. Des études ont montré qu'il n'existe pas de méthode fiable pour remédier à une fuite de pétrole sur la banquise. Gazprom poursuit ses projets, alors que les surfaces menacées sont gigantesques et que les conséquences d'une fuite de pétrole seraient dramatiques.

Gazprom poursuit sa course au pétrole dans l'Arctique, au mépris des bonnes pratiques de forage en eaux glacées reconnues sur le plan international. Le géant du gaz et du pétrole n'offre aucune garantie quant à sa capacité à faire face à une marée noire. L'entreprise serait aussi responsable d'une grande partie des 30 millions de barils qui s'écoulent dans la nature chaque année en Russie.

Gazprom, actuellement la plus grosse société gazière du monde, est extrêmement puissante et montre peu, voire pas de respect pour les droits humains et l'environnement. Si un accident devait arriver dans l'Arctique, ce n'est pas Gazprom qui passerait à la caisse, mais les contribuables russes.

LA LOI ALIBI DU CONSEIL FÉDÉRAL

Dans les coulisses du géant des matières premières Glencore à Zoug.
© Mark Henley / Panos

L'avant-projet du Conseil fédéral propose d'introduire une loi sur la transparence des paiements versés par les entreprises aux gouvernements des pays producteurs de matières premières. Mais il exclut le négoce, qui se trouve être la spécialité suisse...

Avec courage et détermination, comme à son habitude, le Conseil fédéral s'est attaqué à réviser le droit de la société anonyme. Certains des nouveaux articles mis en consultation, le 28 novembre 2014, touchent à une problématique souvent évoquée dans ces colonnes : les matières premières. Ils visent à obliger les sociétés du secteur à divulguer leurs paiements aux gouvernements à partir de 120 000 fr. Une mesure exigée de longue date par la DB, afin d'insuffler un peu de transparence dans un secteur opaque qui contribue à perpétuer la malédiction des ressources. Cette transparence doit permettre de connaître les montants que perçoivent les Etats qui exploitent du pétrole, du cuivre, de l'or, entre autres. Des règles similaires ont été adoptées aux Etats-Unis et dans l'Union européenne. Une bonne nouvelle donc ?

Un coup d'épée dans l'eau

Eh bien, pas tout à fait. Parce que le très scolaire Conseil fédéral s'est borné à faire un copier-coller de la réglementation européenne, sachant pertinemment qu'elle demeurera sans effet lorsqu'appliquée aux sociétés suisses. En effet, le gouvernement s'est limité

à couvrir le secteur extractif. Seules les firmes actives dans ce domaine devront publier ce qu'elles paient sous forme d'impôts, de taxes, de royalties, de bonus de signatures, etc. C'est-à-dire Glencore ainsi que les grands négociants comme Trafigura, Vitol, Mercuria et Gunvor qui possèdent des mines ou des champs pétroliers.

C'est un coup d'épée dans l'eau pour deux raisons. D'abord, ces sociétés sont déjà soumises aux normes européennes, soit parce qu'elles y sont cotées en Bourse (Glencore), soit parce qu'elles y possèdent une holding. Ensuite, et surtout, le secteur helvétique est essentiellement composé de négociants, la Suisse étant la première place mondiale de l'activité. Or, le Conseil fédéral a écarté le négoce de son projet, par crainte de porter atteinte aux sacro-saintes conditions-cadres de l'économie suisse.

Une position incompréhensible

Toute couardise a son revers, ici l'incohérence. En effet, le Conseil fédéral avait reconnu, dans un rapport rendu public en juin 2014, trois choses. Primo, que la malédiction des ressources qui frappe les pays producteurs doit être

endiguée. Secundo, que la condition préalable à toute amélioration réside dans la transparence. Tertio, que la Suisse porte cette responsabilité en tant que pays hôte d'un secteur très actif dans ces pays producteurs. S'il fallait s'en convaincre, la DB a montré, cet été, l'importance des achats « suisses » de pétrole aux dix principaux Etats producteurs d'Afrique subsaharienne. Entre 2011 et 2013, ces transactions ont atteint quelque 55 milliards de dollars. Ces transactions demeureront opaques.

La position du Conseil fédéral est incompréhensible. Ce d'autant qu'une firme aussi sulfureuse que Trafigura a décidé de publier, dès 2015, ses paiements aux gouvernements des Etats membres de l'Initiative pour la transparence des industries extractives. Une première qui prouve que la transparence n'est pas si coûteuse – elle consiste à publier des données que les négociants possèdent – et ne nuit aucunement à la compétitivité des sociétés suisses.

Qu'on se rassure toutefois. Sachant inéluctable l'extension de ces dispositions au négoce, le Conseil fédéral se réserve la possibilité d'intervenir, par voie d'ordonnance, si le contexte international le justifie. C'est-à-dire si d'autres Etats font le pas que la Suisse n'a pas osé faire.

Marc Guéniat

POUR QUE MES DERNIÈRES VOLONTÉS SOIENT CLAIRES

UN LEGS À LA DÉCLARATION DE BERNE

Barbara Speck (1943) s'est engagée pour la Déclaration de Berne avant même que cette dernière ne soit fondée. Particulièrement douée pour les langues, cette fille de pasteur a travaillé, à la fin des années 1960, pour le théologien Max Geiger, l'un des pères fondateurs de la DB. Elle l'assistait en accomplissant d'importants travaux de traduction et en rédigeant les procès-verbaux des séances. Elle a ainsi participé à la naissance de l'organisation.

Barbara Speck se souvient des débuts de la DB comme si c'était hier. Une période riche et intense, qui l'a profondément marquée. La pauvreté et la misère dans le monde étaient au centre de ses préoccupations. Son intérêt pour ces problématiques remonte à son enfance, nous explique cette femme aux multiples facettes et pleine d'énergie. A l'époque, elle récupérait encore ses lectures dans la corbeille à papier de son père. Plus tard, alors qu'elle enseignait les langues, elle a toujours continué de lire et de s'informer à ce sujet et à suivre de près le travail de la DB.

Par la suite, Barbara Speck s'est beaucoup impliquée dans les réflexions sur le rôle des femmes dans la société. Son engagement pour les droits des femmes constitue l'un des fils rouges de son existence. Dans ce cadre, elle s'est intéressée aux structures sociales alternatives, et plus particulièrement au modèle matriarcal de l'ethnie chinoise des Musuo. Dans les années 1980, elle a joué un rôle actif dans les mouvements féministes. Elle s'est engagée pour l'organisation féministe OFRA (*Organisation für die Sache der Frauen*), dont elle a dirigé le secrétariat national entre 1986 et 1989. C'est avec émotion qu'elle évoque les réunions avec les femmes socialistes et syndicalistes pour organiser, chaque année, les manifestations de la Journée de la femme, le 8 mars.

Mais il y a un jour de sa vie dont Barbara Speck ne peut pas se souvenir, même s'il l'a marquée pour toujours : il y a sept ans, par un coup du destin, cette femme pétillante et dynamique a pourtant échappé de peu à la mort. Après une longue période de convalescence, elle a réalisé à quel point il était important qu'elle règle en détail sa succession. C'est pourquoi elle a rédigé un testament, afin de s'assurer que ses dernières volontés soient claires.

Franche et directe, Barbara Speck n'a, en effet, jamais eu peur de dire les choses telles qu'elles sont. Par son legs à la DB, Barbara Speck veut pouvoir s'engager pour un monde plus juste au-delà de sa mort. Elle est convaincue que le système actuel atteindra bientôt ses limites et qu'un changement de paradigme s'impose.

Lorsqu'elle a besoin de prendre du recul, Barbara Speck se consacre à ses autres centres d'intérêt. Cet été, elle a fait un voyage en Irlande sur les traces du Néolithique et de ses mégalithes – sans oublier, bien sûr, son guide de conversation. L'expression qu'elle préfère en gaélique est « Guro mile mai agat », à savoir « mille mercis » ou, plus littéralement : « Que mille bonnes choses soient avec toi ! ».

Chantal Sierro



FAIRE UN LEGS À LA DB?

Par un legs ou une disposition testamentaire, vous permettez à la DB de réaliser des projets supplémentaires et de renforcer son travail d'analyse et d'investigation. Vous faites ainsi le choix, de votre vivant, d'investir votre patrimoine pour un monde plus équitable, à l'avenir.

Plus d'informations sur :

www.ladb.ch/sengager-et-faire-un-don/legs/

Si vous avez d'autres questions ou si vous souhaitez un entretien personnel en toute confidentialité, n'hésitez pas à contacter Raphaël de Riedmatten, par téléphone au 021 620 03 08, ou par courriel à deriedmatten@ladb.ch

Nous vous ferons aussi volontiers parvenir gratuitement notre brochure *Un legs pour un monde plus juste*.

LA DB A BESOIN DE VOUS

REJOIGNEZ NOTRE ÉQUIPE DE BÉNÉVOLES !

Vous avez des idées et de l'énergie à revendre ?

Vous avez envie de vous engager à notre côté pour un monde plus juste ?

Alors, n'hésitez plus et venez renforcer les rangs de nos groupes régionaux !

En intégrant un groupe régional, vous contribuez à porter les revendications de la DB dans votre région et vous éveillez l'intérêt d'un plus large public sur les thématiques de la DB. Les groupes régionaux travaillent en étroite collaboration avec nos secrétariats de Lausanne et de Zurich. Ils soutiennent nos campagnes par des actions de rue créatives, organisent des stands d'information lors de manifestations locales ou participent activement à la récolte de signatures. En marge de nos campagnes, ils organisent, selon leurs intérêts, des conférences, des projections de films, des visites guidées ou des bourses d'échange de vêtements de seconde main, par exemple.

Présente dans toute la Suisse, la DB compte actuellement neuf groupes régionaux (Aarau, Bâle, Berne, Genève, Saint-Gall, Winterthour, Zurich, Suisse centrale et Tessin). Dès ce printemps, la DB a l'intention de relancer les activités de son groupe régional genevois et de mettre sur pied un nouveau groupe régional à Lausanne.



**DEVENEZ
AMBASSADEUR
OU AMBASSADRICE
DE LA DB !**

Quelles que soient vos disponibilités, si vous êtes intéressé.e par notre travail et disposé.e à vous engager à nos côtés, alors nous avons besoin de VOUS ! Nous serions heureux de faire votre connaissance à l'occasion d'une séance d'information, à Genève ou à Lausanne.



CONTACTEZ-NOUS !

Pour rejoindre notre équipe de bénévoles ou si vous avez des questions, prenez contact directement avec Floriane Fischer, responsable de la coordination des bénévoles en Suisse romande, par courriel à fischer@ladb.ch, par téléphone au **021 620 03 03** ou sur [facebook.com/DeclarationdeBerne](https://www.facebook.com/DeclarationdeBerne)

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2015

Retenez déjà la date de l'assemblée générale de la DB qui aura lieu **le samedi 6 juin 2015**. Comme chaque année, l'invitation avec le programme détaillé vous parviendra à la mi-avril.